

COMPTE-RENDU SUR LES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 19 DECEMBRE 2019

1 - Séance du Conseil Municipal du 25 Septembre 2019 : Approbation du procès-verbal

Sur rapport de M. VEUNAC :

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le procès-verbal de la séance du 25 Septembre 2019.

ADOPTE

2 - Ouverture des commerces le dimanche : Décision de dérogation au repos dominical des salariés des commerces de détail en 2020

Sur rapport de M. POUEYTS :

Le statut de commune d'intérêt touristique de la Ville de Biarritz permet à ses commerçants d'employer du personnel salarié le dimanche, sans limitation pour la plupart des activités, et jusqu'à 13h pour les commerces alimentaires, sous réserve de la conclusion d'un accord fixant, pour les salariés concernés les compensations et contreparties.

Par ailleurs, les commerces de fabrication alimentaire destinée à une consommation immédiate bénéficient d'une dérogation de droit.

Or, l'article L.3132-26 du code du travail, modifié par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, dispose que « *Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification.*

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable ».

Cette disposition peut donc être utilisée pour permettre aux commerces alimentaires, hors dérogation de droit, d'ouvrir le dimanche en employant du personnel salarié, après 13h, ainsi que pour les commerces de détail qui n'auraient pas conclu d'accord d'entreprise.

Le code du travail précise par ailleurs que seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche.

Chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m², lorsque les jours fériés légaux, à l'exception du 1er mai, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire, dans la limite de 3.

Il est précisé que ces dérogations sont accordées collectivement pour l'ensemble des établissements de la même branche commerciale.

Il est à souligner que les périodes de forte activité des commerces intéressés diffèrent selon leur nature (voir tableau ci-dessous).

La décision du Maire supprimant le repos dominical est prise après consultation préalable obligatoire des organisations d'employeurs et de salariés intéressées.

Suite à la consultation des commerces de détail de la Ville, la liste suivante est proposée :

Code NAF	Branches commerciales	Liste dimanches
4711 A	Surgelés (Etablissement Picard)	6 13 20 27 décembre (Fêtes de fin d'année)
4711 F	Hypermarchés (Etablissement Leclerc Iraty)	12 19 26 juillet (Saison été) 2 9 16 23 août (Saison été) 27 septembre (Foire vins) 6 13 20 27 décembre (Fêtes de fin d'année)
Autres codes NAF Alimentaires	Autres activités alimentaires (Sauf les commerces bénéficiant d'une dérogation de droit)	12 avril (WE Pâques) 5 12 19 26 juillet (Saison été) 2 9 16 23 30 août (Saison été) 20 27 décembre (Fêtes de fin d'année)
Tous codes NAF de l'équipement de la personne et de la maison	Equipement de la personne et de la maison	26 avril (braderie) 12 19 26 juillet (Saison été) 2 9 16 23 août (Saison été) 20 septembre (Braderie) 13 20 27 décembre (Fêtes de fin d'année)
Tous codes NAF des concessions automobiles	Concession automobile (Etablissement Renault)	19 janvier (Portes ouvertes) 15 mars (Portes ouvertes) 14 juin (Portes ouvertes) 11 octobre (Portes ouvertes)

Afin de soutenir l'activité commerciale de Biarritz, dans un contexte concurrentiel fort, et pour répondre au mieux à la demande des consommateurs, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir donner un avis favorable à l'ensemble de ces propositions de dérogations au repos dominical des salariés des commerces de détail de la Ville de Biarritz.

ADOPTE

3 - Commerce de détail : Marché alimentaire de plein air dans le quartier Saint Martin –
Décision de création

Sur rapport de M. POUEYTS :

Le quartier Saint Martin est une petite polarité commerçante, qui s'étoffe notamment au travers de l'implantation de nouveaux commerces attractifs.

Dans la perspective d'accompagner cette évolution, l'association de commerçants du quartier a souhaité mettre en place un marché alimentaire hebdomadaire de plein vent, en privilégiant les producteurs.

Un marché d'une dizaine d'exposants s'est donc installé à titre expérimental le mercredi matin, depuis le mois de mai de cette année, sur la portion de la Rue du Reptou allant de l'avenue Kennedy jusqu'à l'accès du Hameau du Reptou. Il a immédiatement séduit les habitants du quartier, qui, à l'occasion de leur venue au marché, visitent également davantage les commerces à proximité, ce qui crée ainsi une vraie dynamique de quartier.

Fort de ce constat, après avoir pu juger de sa viabilité, et de son intérêt, aussi bien pour les producteurs, que pour les commerçants et habitants du quartier, et après avoir consulté et associé les organisations professionnelles, la Ville de Biarritz a décidé de rendre ce nouveau marché pérenne.

Le marché pourra accueillir jusqu'à 12 emplacements, pour des producteurs alimentaires abonnés, tous les mercredis matins de l'année, de 9 à 13h.

Par souci d'équité par rapport au marché hebdomadaire de producteurs du carreau des halles, il est proposé d'appliquer le règlement des marchés extérieurs existant, en intégrant ce nouveau marché, ainsi que les tarifs votés par délibération du Conseil Municipal du 17 avril 2015.

Il a donc été demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser ce marché hebdomadaire de plein air dans le quartier Saint Martin
- d'adopter pour ce marché la grille tarifaire (pour rappel en 2019 : 4.2€/m2/mois) ainsi que le mode de révision (pour rappel : évolution sur l'indice des loyers commerciaux au 1^{er} janvier) établis par délibération du Conseil Municipal le 17 avril 2015.

ADOPTE

4 - Rue de l'Estagnas : Acquisition de la parcelle non bâtie AD n°495

Sur rapport de M. DESTIZON :

Dans le cadre de la cession à l'OFFICE 64 de l'Habitat d'un terrain communal rue de l'Estagnas pour la construction d'un ensemble immobilier, il a été convenu que l'OFFICE64 de l'Habitat nous rétrocède une bande de terrain d'une contenance de 79 m² cadastrée AD n°495 en vue du réaménagement du jardin public jouxtant ladite parcelle.

Cette acquisition est prévue pour l'euro symbolique dont il sera fait abandon.

Il a donc été proposé :

- de valider l'acquisition à l'OFFICE 64 de l'Habitat de la parcelle AD n°495 d'une contenance cadastrale de 79 m² au prix d'un euro symbolique dont il sera fait abandon.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou un adjoint ayant la délégation générale à signer tous actes et documents nécessaires à la concrétisation de la présente transaction.

ADOpte

5 - Rue Philippe Veyrin : Cession de la parcelle cadastrée CD n°64

Sur rapport de M. DESTIZON :

La Ville de Biarritz est propriétaire des parcelles situées entre la rue des Mouettes et la rue Philippe Veyrin, cadastrées CD n°61 et n°64.

Le terrain CD n°64, rue Philippe Veyrin, est en fait occupé depuis de très nombreuses années par les différents propriétaires des parcelles CD n°65 et n°116, 13 rue Philippe Veyrin jouxtant notre terrain.

Les propriétaires actuels desdites parcelles depuis 1994, Madame et Monsieur MYT, héritant de cette situation, ont sollicité la Commune à des fins de régularisation et proposent ainsi d'acquérir ledit terrain (intégré et clôturé avec leur propriété) dont ils ont la jouissance.

Ce terrain, d'une contenance cadastrale de 146 m², domaine privé de la Commune, sans affectation particulière, comporte dans son tréfonds des canalisations d'eau. Ce terrain serait donc cédé à Madame et Monsieur MYT en le grevant de différentes servitudes au profit de la Commune et des différents exploitants, pour prendre en compte les canalisations.

Ainsi, pour autoriser l'accès aux canalisations existantes en vue de leur entretien ou de leur renouvellement, sera instituée une servitude de passage donnant droit à la commune ou tous ayants-droit, exploitants, notamment :

- d'exploiter à demeure les canalisations comprenant les accessoires techniques nécessaires au bon fonctionnement des canalisations, qu'elles soient apparentes ou non,
- de procéder, si nécessaire, à tous travaux de débroussaillage, d'abattage, de dessouchage d'arbres et d'arbustes qui empêcheraient l'accès aux canalisations et ouvrages annexes,
- de laisser pénétrer les agents et entrepreneurs dûment accrédités chargés de l'exploitation des ouvrages qui pourront :
 - intervenir en vue de la surveillance, l'entretien ou le renouvellement des ouvrages,
 - établir les bornes de repérage et les ouvrages nécessaires à la signalisation des canalisations.

Il serait également prévu une servitude tout passage pour accéder au terrain communal CD n°61 pour le cas où l'accès actuel s'avèrerait insuffisant pour son entretien ou des travaux qu'il y aurait lieu de réaliser.

Enfin, aucune construction ne sera autorisée sur le terrain vendu.

Le Pôle Evaluation Domaniale, dans son avis du 27 septembre 2018 prorogé par avis du 5 novembre 2019, a évalué la parcelle à 6 000 €.

Madame et Monsieur MYT prennent en charge tous les frais de géomètre et de notaire.

Compte tenu de ces éléments, il a été proposé :

- de céder à Madame et Monsieur MYT la parcelle CD n°64, d'une contenance cadastrale de 146 m², rue Philippe Veyrin, au prix de 6 000 € qui sera grevée de différents servitudes liées à la présence de canalisations d'eau ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou un adjoint ayant la délégation générale à signer tous actes et documents nécessaires à la concrétisation de cette transaction.

ADOpte

6 - Parcelles « Marne Europe » : Autorisation de signature de la convention de portage foncier avec l'E.P.F.L. Pays Basque

Sur rapport de M. DESTIZON :

Par délibération en date du 05 juin 2019, le conseil municipal a autorisé la signature de la convention de portage foncier relative à l'immeuble 139 avenue de la Marne (AH n°306) avec l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) Pays Basque.

Suite au nouveau règlement d'intervention de l'EPFL Pays Basque qui entraîne des changements dans les modalités de portage et de facturation aux collectivités, la convention de portage n°1 (parcelle AH 306) précitée doit être annulée pour être remplacée par une convention de portage dite « Marne Europe ». Cette convention englobera la parcelle AH

n°306 et aussi la parcelle voisine AH n°36 sise 137 avenue de la Marne qui a été acquise par l'EPFL au prix de 450 000 € hors frais par acte notarié du 5 juin 2019.

Il est prévu une opération globale projetée sur ces deux parcelles.

Cette convention de portage précise :

- que la facturation des annuités est adressée non plus à la date anniversaire de l'acquisition mais dans le courant des mois d'avril ou mai,
- que les biens acquis seront portés à l'échelle du secteur d'intervention durant la durée conventionnée (4 ans)
- que des frais de portage (1 % H.T.) sont annuellement appliqués sur le capital porté restant dû.

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Municipal a été invité à :

- valider le remplacement de la convention de portage « convention n°1 – 139 avenue de la Marne – parcelle AH n°306 » par la convention de portage dénommée « Marne-Europe » (parcelles AH n°306 et AH n°36);
- valider la modalité de portage de 4 ans par annuités proposée par l'EPFL Pays Basque à l'échelle du secteur d'intervention « Marne-Europe », soit du 10 janvier 2018 au 10 janvier 2022 ;
- approuver les termes de la convention de portage « Marne-Europe » actant les modalités partenariales avec l'EPFL Pays Basque
- autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et tous actes nécessaires à son application.

ADOPTÉ

7 - Parcelle « Loustau » : Autorisation de signature de la convention de portage foncier avec l'E.P.F.L. Pays Basque

Sur rapport de M. DESTIZON. :

Dans le cadre de sa stratégie foncière en matière de production de logements sociaux au titre de la loi SRU, la commune identifie à l'examen des déclarations d'intention d'aliéner les immeubles permettant la mise en œuvre d'opérations de réhabilitation en vue de créer des logements sociaux.

C'est ainsi que la parcelle cadastrée BL n°165 avait été repérée.

En l'absence de convention générale avec l'EPFL Pays Basque, le président de la communauté d'Agglomération Pays Basque avait délégué à l'établissement Public Foncier Local Pays Basque (EPFL) par décision du 30/11/2017, le droit de préemption urbain dans le secteur d'intervention « Loustau » (9 rue Loustau) pour la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) reçue en mairie le 16 octobre 2017 portant sur ce bien cadastré BL n°165.

C'est ainsi que suite à l'arrêté n°2018-01-P du 12/01/2018 de Monsieur le Directeur de l'EPFL Pays Basque décidant de préempter ledit bien, ce dernier a été acquis par l'EPFL par acte notarié du 05 juin 2018 au prix de 700 000 euros (frais d'agence en sus s'élevant à 35 000 euros).

Il s'agit d'un immeuble à usage d'habitation élevé de 4 niveaux sur rez-de-chaussée (R+3) comprenant 8 appartements dont trois sont occupés par des locataires. Le but est de faire réhabiliter l'immeuble par un opérateur social pour y réaliser des logements sociaux.

Conformément au Règlement d'Intervention de l'EPFL Pays Basque validé par son Conseil d'Administration en date du 08 février 2019 et aux modalités partenariales inscrites dans la convention de portage « LOUSTAU », il est convenu que le bien acquis pour le compte de la commune :

- est porté à l'échelle du secteur d'intervention (parcelle BL n°165) durant la durée conventionnelle (4 ans) ;
- des frais de portage (1 % H.T.) seront annuellement appliqués sur le capital porté restant dû ;
- la facturation des annuités est adressée dans le courant des mois d'avril ou mai.

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Municipal a été invité à :

- valider la modalité de portage de 4 ans par annuités proposée par l'EPFL Pays Basque soit du 05 juin 2018 au 05 juin 2022 ;
- approuver les termes de la convention de portage « LOUSTAU » actant les modalités partenariales avec l'EPFL Pays Basque
- autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et tous actes nécessaires à son application.

ADOPTE

8 - Vente de la Villa SION : Appel à candidature - désignation du candidat retenu

Sur rapport de M. DESTIZON :

Par délibération en date du 10 avril 2019, votre conseil municipal a autorisé le lancement d'un appel à candidatures en vue de la vente de la Villa Sion avec son terrain d'assiette.

Un appel à candidatures a ainsi été lancé le 20 mai 2019 dans différents supports (Sud-Ouest, Petites affiches du Pays Basque...).

Nous avons reçu 7 dossiers de candidatures.

La Commission chargée de l'analyse des offres a sélectionné 2 dossiers dont l'offre de prix était la plus élevée et qui présentaient un véritable intérêt pour la Ville :

- SARL LAGÜN (Bordeaux) : projet de réhabilitation en espaces co-working et logements (co-living) – offre de prix : 2 000 000 €
- SARL ALAENA Cosmétiques et M. Jean-Marc PERES (Biarritz) : création d'un espace de travail pour la SARL ALAENA et autres entreprises innovantes – offre de prix : 1 700 000 €

Ces 2 candidats ont été auditionnés par la commission le 25 novembre 2019, qui a proposé de retenir le projet de la SARL ALAENA Cosmétiques / M. J.M. PERES.

Il est précisé que les critères de jugement des projets prévus au cahier des charges étaient les suivants :

- Offre de prix
- Intérêt du projet proposé
- Capacité des candidats à respecter leurs engagements

Au regard de ces critères, le projet de la SARL ALAENA Cosmétiques / M. J.M. PERES, domiciliée avenue du Sabaou, apparaît le plus intéressant.

Même si l'offre de prix est inférieure à l'offre de son concurrent, le prix proposé par ce candidat est au-dessus des estimations établies par les agences immobilières et de l'estimation domaniale délivrée le 7 mai 2019 (1 110 000 €).

Le projet vise principalement à assurer le développement de la société ALAENA Cosmétiques, qui prévoit la création de 30 emplois d'ici 5 ans. Cette société biarrote, familiale, conçoit des produits de soins 100% naturels, commercialisés dans des SPA. Les produits sont hauts de gamme, et reconnus pour leur qualité.

Le projet prévoit aussi l'accueil dans la villa Sion de jeunes entreprises innovantes dans les secteurs de la santé, de l'environnement et de l'éducation.

Les objectifs du projet apparaissent proches du concept sport santé développé à Biarritz, et correspondent à l'image de Biarritz que la Ville souhaite renvoyer.

Le projet est réfléchi, bien travaillé, et aligne un réseau important ainsi que des partenaires sérieux.

Le projet architectural a été défini par le candidat assisté du cabinet d'architecture PASTRE et GARDERA. Il prévoit une rénovation patrimoniale à l'extérieur en respectant la volumétrie générale de la Villa, et une rénovation complète de l'intérieur avec traitement de l'ensemble des surfaces et des fluides.

Les travaux à entreprendre sont estimés à 915 000 € H.T.

L'estimation des domaines de 1 110 000 € citée plus haut intègre les possibilités de stationner dans le parc pour respecter les obligations réglementaires en matière de stationnement au regard du PLU. Ces dernières pourront donc être remplies par une concession à long terme à titre gratuit dans le parc existant.

L'offre du candidat précise que M. J-M PERES fera l'acquisition de la nue-propriété du bâtiment via une SCI en cours de constitution, la SARL ALAENA Cosmétiques faisant l'acquisition de l'usufruit pendant 20 ans.

Il convient aujourd'hui de désigner le candidat retenu et de décider de la cession de la Villa.

Il doit être noté que la délibération précitée ainsi que la délibération en date du 18 juillet 2019 par laquelle vous avez prononcé la désaffectation et le déclassement du bien objet de la présente font l'objet chacune de recours plein contentieux actuellement pendants par la SCI COTE BASQUE, étant précisé que les référés engagés par cette dernière ont fait l'objet d'une décision de rejet en 1^{ère} instance.

Le candidat retenu a accepté par courrier de son conseil en date du 6 décembre 2019 de signer l'acte d'achat dans les 8 mois de la présente délibération à la condition d'obtenir les autorisations de la Ville nécessaires pour l'aménagement retenu.

En conséquence, il a été proposé, au Conseil Municipal :

- De décider la cession de la villa Sion et de son terrain d'assiette situés à Biarritz 79bis rue d'Espagne sur la parcelle BK n°94p (pour une contenance cadastrale d'environ 209 m2 selon plan de division ci-joint - le document d'arpentage sera dressé pour l'acte notarié) à M. Jean-Marc PERES et à la SARL ALAENA Cosmétiques pour un montant de 1 700 000 € net vendeur et hors frais dans les conditions précitées
- D'autoriser M. le Maire à signer tous actes et documents nécessaires à la concrétisation de la présente cession

ADOpte

M. BOISSIER vote contre

Mme MIMIAGUE, Mme HONTAS, Mme ETCHEVERRY, Mme DUBOURG, Mme PINATEL, Mme PRADIER, M. DOMEGE, Mme DARRIGADE, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA, M. CHAZOUILLERES, M. AMIGORENA, Mme MOTSCH s'abstiennent

9 - Ancien logement instituteur groupe scolaire du Braou - convention d'occupation du domaine public – fixation de la redevance

Sur rapport de M. VEUNAC :

L'appartement T4 situé dans le groupe scolaire du Braou est occupé depuis 2014 par Monsieur DAVANT, Directeur du groupe scolaire, à titre gratuit du fait de son statut d'instituteur.

Celui-ci a été nommé professeur des écoles à compter du 1^{er} septembre 2019. Conformément à la réglementation, ce nouveau statut lui fait perdre le bénéfice du logement de fonction gratuit.

M. Davant a demandé à pouvoir rester dans ce logement, moyennant le paiement d'un loyer.

Il est proposé d'accéder à cette demande, qui permet notamment de maintenir dans des logements intégrés dans des écoles, et faisant partie du domaine public de la Ville, des occupants conscients des contraintes liées aux écoles.

Pour ce qui concerne la redevance mensuelle à payer par les occupants, elle doit, conformément au code général de la propriété des personnes publiques, correspondre à la valeur locative du logement.

Considérant la situation du logement, les contraintes liées à son intégration dans un groupe scolaire, sa surface (97,19 m²), son état général et la précarité liée à la domanialité publique, il a été proposé au Conseil Municipal d'appliquer une redevance de 700 € par mois.

ADOpte

10 - DSP Biarritz Océan : Contrat d'affermage signé entre la ville et la SEM Biarritz Océan
- Avenant n°4 - autorisation de signature

Sur rapport de M. VEUNAC :

Par contrat de délégation de service public signé le 1^{er} juillet 2009, modifié par 3 avenants, la Ville de Biarritz a délégué à la SEM Biarritz Océan l'exploitation conjointe de l'aquarium et de la Cité de l'Océan,

L'avenant n°2, signé le 27 juillet 2015, prévoyait que, dans l'attente de la mise en œuvre du plan pluriannuel de relance de Biarritz Océan, et afin de contribuer à un rééquilibrage des conditions économiques du contrat, la redevance annuelle de mise à disposition des ouvrages versée par le délégataire au délégant était ramenée, pour les exercices 2015, 2016 et 2017 à :

- Redevance fixe : 800 000 € H.T. avec actualisation annuelle de 1,5%
- Redevance variable :
 - 10% de la tranche de chiffre d'affaires annuel, située entre 4 000 000 € et 4 500 000 € H.T.
 - 20% de la tranche du chiffre d'affaire annuel supérieur à 4 500 000 € H.T.

Les parties convenaient de se rencontrer au terme de ces trois exercices 2015, 2016 et 2017, afin de procéder à un réexamen des conditions financières du contrat et déterminer le nouveau niveau de redevance annuelle.

Ce dispositif a été prolongé pour l'exercice 2018, après autorisation du conseil municipal par délibération du 5 juin 2018.

Des discussions se sont alors engagées sur le sujet avec les représentants des actionnaires de la SEM, et les parties se sont mises d'accord pour :

- Augmenter la redevance fixe à 950 000 € H.T. pour acter du redressement de la situation de la SEM
- Instaurer un pourcentage de redevance variable spécifique (plus faible) pour les activités de restauration (10%) et de la boutique (8%)
- Maintenir le taux de la redevance variable des autres activités au niveau de l'avenant n°2 :
 - 10% de la tranche de chiffre d'affaires annuel (hors restauration et boutique), située entre 4 000 000 € et 4 500 000 € H.T.
 - 20% de la tranche du chiffre d'affaires annuel (hors restauration et boutique) supérieur à 4 500 000 € H.T.

Il a été proposé, au Conseil Municipal, d'autoriser la signature, par M. le Maire ou son représentant, de l'avenant n° 4.

ADOpte

11 - Exploitation du cinéma « Le Royal » : Autorisation de signature d'un avenant n°3 au contrat d'affermage

Sur rapport de Mme CASTAGNEDE :

Par convention de délégation de service public en date du 2 juillet 2014, la Ville de Biarritz a confié à l'association VERSION ORIGINALE l'exploitation du cinéma « Le Royal », par un contrat d'une durée de 6 ans à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat, soit jusqu'au 18 juillet 2020.

L'exploitation est en cours de redressement après avoir connue des difficultés financières dues notamment à une diminution de la fréquentation du cinéma. Cette situation nécessite une réflexion sur les conditions d'exploitation de la délégation et le contenu du cahier des charges à établir en vue de la relance de la procédure de DSP.

Par ailleurs, des travaux d'isolation acoustique et de rénovation du bâtiment doivent être entrepris par la Ville de Biarritz pour améliorer l'accueil du public.

Dans ce cadre, la réalisation de ces travaux pourrait entraîner une interruption temporaire de l'exploitation de plusieurs mois.

Ce projet nécessite des temps d'études, en cours de réalisation par le maître d'œuvre désigné par la ville, et l'établissement de scénarii de réalisation des travaux, à intégrer dans le cahier des charges.

Ce cahier des charges devra ensuite être validé par la future équipe municipale.

Le planning de relance de la procédure de DSP nécessite une prolongation du contrat d'affermage en cours, qui doit être formalisée par un avenant.

L'avenant permettra également d'adapter le rythme de versement de la subvention complémentaire pour contraintes tarifaires de service public, correspondant aux pertes de recettes dues aux tarifs réduits destinés à permettre au jeune public de fréquenter un cinéma d'art et essai.

Ce versement deviendrait, à la demande de l'exploitant, semestriel et non annuel.

Il vous est précisé que la commission de délégation de service public, dans sa réunion du 5 décembre 2019, a donné un avis favorable à la conclusion du présent avenant.

Il a été proposé, au Conseil Municipal, d'autoriser la signature par M. le Maire de l'avenant correspondant ayant pour objet :

- De prolonger jusqu'au 31 décembre 2020 le contrat d'affermage
- D'adopter un rythme semestriel pour le versement de la subvention complémentaire pour contraintes tarifaires de service public

ADOpte

12 - Gestion de l'auberge de jeunesse de Biarritz - Autorisation de signature d'un avenant de prolongation

Sur rapport de Mme CLARACQ :

Par contrat d'occupation du domaine public du 15 juin 1998, la Ville de Biarritz a mis à disposition de la F.U.A.J. l'immeuble rue Philippe Veyrin, à destination d'auberge de jeunesse.

Le contrat prévoyait une durée de 20 ans, prolongée par avenants jusqu'au 31 décembre 2019.

Une réflexion s'est engagée sur l'opportunité d'un renouvellement du contrat, au vu des résultats de fréquentation enregistrés par la F.U.A.J. et des difficultés qu'elle connaît, qui ont conduit fin 2018 à un jugement d'ouverture en redressement judiciaire à l'encontre de la Fédération.

Depuis, la FUAJ a changé d'équipe de direction et la nouvelle équipe a présenté, il y a peu, un plan de restructuration portant sur la réduction des coûts et l'optimisation de la productivité et des revenus qui devraient permettre à la FUAJ de retrouver l'équilibre financier à l'horizon 2020.

La poursuite de l'exploitation de l'auberge de jeunesse par la F.U.A.J. peut donc être envisagée.

Un nouveau cahier des charges est cependant en cours de rédaction, qui prendra en compte les nouvelles attentes des usagers et l'augmentation de la concurrence locale d'autres auberges ou d'autres modes d'hébergement des jeunes.

Dans l'attente de la finalisation de ce document, il convient de prolonger le contrat actuel.

Il a été proposé d'autoriser la signature par M. le Maire de l'avenant correspondant ayant pour objet de prolonger jusqu'au 31 décembre 2020 le contrat avec la F.U.A.J. portant sur la gestion de l'auberge de jeunesse.

ADOPTÉ

13 - Concession des plages naturelles de la Ville de Biarritz : Exercice du droit de priorité par la Ville de Biarritz

Sur rapport de M. ORTIZ :

Un contrat de concession de plages naturelles portant sur les plages de la Milady, de Marbella, de la Côte des Basques, du Port Vieux, de la Grande Plage et de Miramar-Bernain a été signé avec l'Etat le 03 décembre 2008, pour une durée de 12 ans. Le contrat arrive à échéance le 31 décembre 2020. Une nouvelle concession doit donc être attribuée par l'Etat.

La concession de plages naturelles est un contrat passé entre l'Etat et la commune, par lequel cette dernière s'engage à entretenir, valoriser et exploiter la plage en vue de sa préservation ainsi qu'à installer d'éventuelles activités liées au service public balnéaire. Ce contrat vient fixer les droits et les obligations de la Commune sur le domaine public maritime naturel, appartenant à l'Etat.

La convention comprend des dispositions relatives aux obligations de la Ville en matière d'équipements, d'entretien et d'exploitation des plages, de sécurité des usagers, de balisage des zones de baignades, d'édiction de règlements de police, de passation des sous-traités des plages...

Comme l'autorise l'article L. 2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques (C.G.P.P.P.), la Ville peut bénéficier d'un droit de priorité afin d'être désignée concessionnaire.

Dans ce cadre, le Conseil municipal doit se prononcer favorablement à l'exercice du droit de priorité, puis dans un délai de 6 mois à compter de cette décision, la Ville doit adresser un dossier au Préfet en application de l'article R.2124-22 du C.G.P.P.P.

La procédure comprendra notamment une enquête publique.

Il a donc été demandé, au Conseil Municipal, d'autoriser la Ville de Biarritz à faire valoir son droit de priorité pour l'attribution de la concession des plages naturelles de la Ville de Biarritz et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces et tous les documents nécessaires au déroulement de la procédure.

ADOPTE

14 - Occupation du domaine public pour l'implantation et l'exploitation de centrales photovoltaïques sur des équipements publics de la Ville de Biarritz : Autorisation de signature de la promesse et des conventions

Sur rapport de M. BARUCQ :

Comme prévu par délibération en date du 26 mars 2019, la Ville de Biarritz a lancé un appel à candidatures pour l'occupation du domaine public pour l'implantation et l'exploitation de centrales photovoltaïques sur des équipements publics appartenant à la Ville de Biarritz.

L'appel à candidature devait permettre de sélectionner une Société qui assurerait le financement, la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance des centrales photovoltaïques installées afin de revendre la production électrique.

Au vu des projets remis, de l'analyse établie par notre assistant à maîtrise d'ouvrage et de l'avis de la Commission en charge de l'analyse, le projet sélectionné est celui présenté par la Société Trina Solar France Systems. La Société Trina Solar France Systems a formulé un projet en répondant sur les 13 sites ouverts pour une durée de 25 ans à compter de la mise en service de chacune des installations.

Pour rappel les 13 sites sont :

- Famille 1 (ombrières sur parkings)
 - Parking Iraty
 - Parking CTM
 - Parking hippodrome
- Famille 2 (sur toitures de bâtiments)
 - Halle Iraty
 - Ecole Victor Duruy
 - Ecole Reptou

- Ecole Braou
- Ecole Ikastola
- Auberge de jeunesse
- Salle Dagorette
- Jaï Alai
- Gymnase Notary
- Gymnase Larochefoucauld

Il convient donc de signer avec la Société des conventions d'occupation temporaire (C.O.T.) constitutives de droits réels au vu du cahier des charges de l'appel à candidatures, du dossier déposé par la Société Trina Solar France Systems et des différentes réponses apportées par la Société Trina Solar France Systems au cours de la phase de questions-réponses.

Site	Puissance (kWc)	AO CRE	Droits d'entrées (en €)	Redevance annuelle (en €)	Investissements du candidat
Famille 1			65 000,00	33 500,00	159 160,00
Parking Iraty	2095	x			
Parking CTM	500	x			
Parking hippodrome	200	x			
Famille 2			83 000,00	8 400,00	651 312,27
Halle Iraty	410	x			
Ecole Victor Duruy	100				
Ecole Reptou	100				
Ecole Braou	60				
Ecole Ikastola	72				
Auberge de jeunesse	60				
Salle Dagorette	60				
Jaï Alai	302	x			
Gymnase Notary	100				
Gymnase Larochefoucauld	216				
TOTAL	4275		148 000,00	41 900,00	810 472,27
TOTAL sur 25 ans			1 195 500		

Au vu des différentes formalités et des différentes procédures auxquelles le candidat doit se plier avant de pouvoir mettre en service les installations, il convient préalablement de signer une promesse.

L'ensemble des frais, droits, émoluments seront à la charge exclusive de la Société Trina Solar France Systems qui s'y oblige expressément.

Les conditions suspensives (fixées dans la promesse) seront examinées de manière indépendante, projet par projet. Pour chaque projet (ou groupe de projet le cas échéant), une C.O.T. sera signée une fois les conditions suspensives levées. La signature de la convention permettra à l'exploitant de débiter les travaux pour la mise en place des centrales photovoltaïques.

Au terme de chacune des conventions, la Ville pourra opter pour l'une ou l'autre des situations suivantes :

- la remise en état des lieux. Dans ce cas l'entreprise procédera, à ses frais, au démontage de l'Équipement et remettra les lieux en leur état initial.
- l'accession gratuite à la propriété de l'équipement mis en place par l'entreprise. Dans ce cas, les installations en cause, les travaux, aménagements et dispositifs annexes et connexes (raccordement, etc.) deviendront propriété de la Ville gratuitement.

Les centrales produiront environ 4 857 MWh/an ce qui représente, en consommation spécifique, l'équivalent de la consommation d'environ 4 150 personnes et une économie d'environ 1 600 tonnes de CO₂ par an.

Les centrales électriques compenseront ainsi environ 75% de la consommation électrique des services de la Ville.

Pour les sites nécessitant une installation de modules photovoltaïques anti-éblouissement, la société Trina Solar France Systems s'approvisionnera avec des panneaux conçus et assemblés en France pour une puissance estimée d'environ 75% de la puissance totale installée. La Société s'est associée avec un réseau d'entreprises locales afin de déployer les panneaux solaires sur notre territoire.

Il a donc été demandé, au Conseil Municipal, d'émettre un avis favorable de principe sur le développement des centrales photovoltaïques en ombrières et en toitures sur les équipements publics de la Ville de Biarritz, au profit de la société Trina Solar France Systems, et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à :

- signer la promesse ainsi que les annexes.
- signer les différentes conventions d'occupation temporaire qui suivront et leurs annexes éventuelles, une fois les conditions suspensives listées par la promesse levées.
- signer tous les actes et documents nécessaires à la concrétisation de chaque convention.
- et d'autoriser l'occupant à déposer toutes les demandes administratives nécessaires aux projets, notamment en matière d'urbanisme et de raccordement des installations.

ADOpte

15 - Commission consultative des Services Publics locaux : Compte-rendu d'activités 2019

Sur rapport de M. VIAL :

La commission consultative des services publics locaux, présidée de droit par le Maire, est composée d'élus municipaux et de représentants d'associations locales.

Ses attributions sont fixées par l'article L 1413-1 du code général des collectivités territoriales.

Pour l'année 2019, la commission s'est réunie pour :

- examiner les rapports annuels suivants :
 - rapports annuels 2018 établis par les délégataires de service public (golf du phare, petit train touristique, jeux du casino municipal, stationnement payant, DSP Biarritz océan, cinéma « Le Royal », DSP sous-traités de plage)
 - bilans d'activité 2018 des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière (C.C.A.S. de Biarritz, E.P.I.C. Biarritz-Tourisme, E.P.I.C. l'Atabal)

La commission a pris acte de ces rapports.

- formuler un avis sur le principe de la délégation de service public :
 - aucune procédure n'a été lancée en 2019

Le présent rapport sera présenté en application de l'article L 1413-1 du code général des collectivités territoriales, qui prévoit une information annuelle du conseil Municipal sur l'état des travaux réalisés par la commission.

ADOpte

16 - Piscine de Plan Cousut de Biarritz : Délibération de principe

Sur rapport de Mme RICORD :

La piscine couverte de Plan Cousut appartient à l'association LesPEP64, qui l'a construite au sein de son institut médico-éducatif dans le quartier de la Négresse.

Les PEP (pupille de l'enseignement public) ont une vocation humanitaire, laïque et solidaire.

Cet équipement de 25m X 10m (4 couloirs) est situé dans un parc boisé, accessible très facilement et disposant de stationnements à proximité.

Cette ancienne piscine d'extérieur, couverte en 1974 doit faire l'objet de travaux de mise aux normes conséquents, (fuites du bassin, couverture amiantée, vestiaires à mettre en conformité...) que l'IME ne peut prendre à sa charge, son choix étant de prioriser d'autres investissements tels que la reconstruction d'une unité pour l'accueil de jeunes autistes ou la réfection du restaurant d'application et de la cuisine pédagogique.

Le conseil d'administration de l'association LesPEP64, réuni le 4 septembre 2019, a donc pris la décision de la fermeture définitive de la piscine fin juillet 2020, malgré des travaux récents sur les filtres, la chaufferie ou le système de traitement d'air.

Face à cette situation, je vous propose que la Ville intervienne et reprenne cet équipement, dont la fermeture serait dommageable à plus d'un titre.

Tout d'abord la piscine est un élément important de l'accompagnement des pensionnaires de l'IME. Il est un outil médico-social essentiel dans l'éducation et le bien-être de ces jeunes porteurs de handicaps, à hauteur de 7 heures minimum par semaine (plus en été, notamment en soirée ou dans les créneaux disponibles).

La fermeture de cette piscine porterait également préjudice aux scolaires, aux associations et autres usagers qui l'utilisent toutes les semaines.

Le sauvetage de cette piscine représenterait qui plus est pour la Ville de Biarritz une opportunité permettant de compléter son offre en bassins sur des sites géographiques différents.

La Ville s'est interrogée dans le cadre du projet du plateau sportif d'Aguilera sur l'amélioration de l'offre en bassins nautiques, en particulier pour les associations. Si la construction d'un bassin neuf n'a pas été retenue, la rénovation des piscines municipales du Casino ou du Centre de Loisir ne permettent pas de couvrir l'ensemble des besoins de la commune ou du territoire proche. Le bassin de Plan Cousut constitue au-delà du sauvetage essentiel de cet outil pour l'institution, une véritable opportunité sous réserve d'une remise en état et d'adaptations pour répondre aux normes d'un ERP, notamment en ce qui concerne les vestiaires et les locaux de stockage.

Une réflexion et des études de faisabilité sont en cours pour préciser le montant des travaux et définir précisément les potentiels usages respectifs des trois piscines, chiffrer le coût de fonctionnement du nouvel équipement, établir un programme de travaux, définir le montage juridique de la reprise par la ville de la piscine et son plan de financement.

Les axes de réflexion suivants peuvent être proposés pour élaborer un projet de rénovation satisfaisant à un large spectre d'attentes :

- **Les travaux à entreprendre :**

Les premiers diagnostics menés par l'association Les PEP 64 mettent en évidence une nécessité de mise en conformité réglementaire de l'équipement mais aussi des interventions de remise à niveau des éléments structurels (charpente et toiture) et de clos couvert (menuiseries extérieures) ainsi que de l'étanchéité du bassin. Cette mise en conformité portera également sur la sécurité des personnes et le respect des décrets relatifs à l'hygiène des bassins.

Par ailleurs, il est nécessaire de mener une mise en conformité fonctionnelle des lieux notamment concernant le réaménagement des vestiaires et des plages ceinturant le bassin. En effet, ces derniers ont été conçus à l'origine, en 1968, pour une piscine d'extérieur et ne sont plus au standard de confort que les utilisateurs peuvent attendre d'une piscine intérieure.

Enfin, les installations techniques ont été récemment renouvelées (chauffage, déshumidification, filtration...). D'éventuelles interventions seront proposées afin d'en améliorer l'efficacité énergétique.

- **Le coût de l'opération :**

Une première projection de travaux, sur la base du diagnostic actuel, permet d'avancer les chiffres suivants :

- Coût estimé des travaux : 2 à 2,5 M€ TTC
- Honoraires estimés de maîtrise d'œuvre : 0,5 M€ TTC
- Estimation du coût d'une mission de faisabilité : 50 000 € TTC

Ces chiffres sont à rapprocher du coût de construction d'une piscine neuve. Lors des études lancées pour la construction d'une piscine à AGUILERA, un bassin 6 couloirs couverts de 25m avait été chiffré à 7,5 Millions HT (hors problématique de maîtrise du foncier et de réalisation des stationnements nécessaires au fonctionnement de l'équipement).

- **Les usages de la piscine pouvant être envisagés :**

- Ouverture annuelle du bassin
- Apprentissage de la natation complémentaire de l'école, école de sauvetage, découverte de la plongée...)
- Bassin d'appoint pour les scolaires (y compris d'autres communes)
- Solution complémentaire pour les associations
- Toute activité aquatique qui ne s'organise pas sur une distance standard de compétition (après rénovation le bassin pourrait avoir une longueur très légèrement inférieure à 25 m).
- Intérêt : complémentarité géographique des sites
- Stationnement existant
- Compatibilité avec le projet pédagogique de l'institution

- **Le coût de fonctionnement :**

Les coûts de fonctionnement actuels se montent à 100 000 € par an

Les recettes générées par les activités commerciales (locations) se chiffrent actuellement à 40 000 € par an

Une analyse du futur budget de fonctionnement est en cours pour tenir compte des futurs usages (taux d'occupation, sollicitation des installations techniques, impact de la mise aux normes, reprise du personnel ...)

- **Le montage juridique de la reprise de la piscine :**

La reprise par la Ville pourrait se faire soit par l'achat pur et simple de l'équipement, soit par le biais d'un bail de longue durée du type bail emphytéotique ou bail à construction, qui permettent la réalisation de travaux sur le terrain d'autrui.

L'achat ou le bail de longue durée seraient accompagnés d'une convention de mise à disposition de créneaux de la piscine aux PEP64 pour les besoins de leurs pensionnaires.

La Ville peut piloter cette opération et la porter, elle doit aussi rechercher des partenariats avec d'autres collectivités, et rechercher des aides financières et des subventions auprès de l'Etat notamment.

En conséquence, il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir se prononcer sur le principe de la reprise de la piscine de Plan Cousut par la Ville et d'autoriser à lancer les démarches dans ce sens.

ADOpte

17 - Bourses de l'enseignement supérieur : Décision d'attribution pour l'année 2019/2020

Sur rapport de Mme CLARACQ :

Les demandes d'attribution de bourses communales de l'Enseignement Supérieur sont parvenues au Service de l'Enseignement.

67 dossiers ont été retenus sur les critères des Bourses Nationales qui tiennent compte des revenus, de la situation familiale et du lieu des études.

C'est ainsi qu'a été établie la liste des bénéficiaires d'une bourse d'études au titre de l'année universitaire 2019-2020.

Ces bourses sont réparties ainsi :

- 14 bourses X 102.00 € = 1428,00 €
- 6 bourses X 168.70 € = 1012,20 €
- 8 bourses X 254.10 € = 2032,80 €
- 3 bourses X 325.30 € = 975,90 €
- 10 bourses X 396.70 € = 3967,00 €
- 7 bourses X 455.50 € = 3188,50 €
- 16 bourses X 483.10 € = 7729,60 €
- 3 bourses X 561.20 € = 1683,60 €

Pour un total général de 22017,60 €

En conséquence, il a été demandé, au Conseil Municipal, de décider :

- d'attribuer une bourse d'étude aux étudiants bénéficiaires, pour un montant global de 22017,60 €.

- que les crédits soient prélevés au chapitre 67, article 6714, fonction 23 du Budget 2019.

ADOpte

18 - SEM S.E.P.A (Société d'Equipement des Pays de l'Adour) : Rapport d'activité 2018

Sur rapport de M. LAFITE :

L'article 8 de la loi du 7 juillet 1983 et l'article 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatifs aux sociétés d'économie mixte locales, prévoient que l'organe délibérant des Collectivités Territoriales, en l'espèce le Conseil Municipal, doit se prononcer, chaque année, sur le rapport d'activité, soumis une fois par an, de chaque société d'économie mixte dans laquelle la Collectivité est actionnaire, ce rapport ayant pour objet de présenter la situation de la Société.

Dès lors, en application des dispositions de la loi de 1983, j'ai l'honneur de vous communiquer le compte-rendu des activités de la S.E.P.A. pour l'exercice 2018.

1. Activités de la SEPA

La société se positionne principalement sur les métiers de la **construction** (64 contrats) de **l'aménagement** (28 contrats), **du renouvellement urbain** (1 contrat) et de **l'environnement** (6 contrats)

Son activité concerne 93 contrats, dont le mandat pluriannuel avec la Région Aquitaine, renouvelé en début 2019 pour une durée de 4 ans, qui concerne 145 missions sur les Lycées du département (35 établissements concernés).

Cette activité opérationnelle se répartit entre :

- ✓ Clients publics : 59% des contrats, représentant 60.5% du chiffre d'affaires
- ✓ Clients privés : 41% des contrats, représentant 39.5% du chiffre d'affaires

Dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- ✓ Un net recul de la part de l'activité d'aménagement, qui représente 17% de l'activité en 2018, contre 29% en 2017
- ✓ Une stabilité de l'activité renouvellement urbain pour 10% du C.A.
- ✓ Une progression de l'activité construction par rapport à 2017, représentant 43% du chiffre d'affaires, contre 30% en 2017
- ✓ Une stabilité de l'activité environnement, représentant une part peu significative du chiffre d'affaires depuis 3 ans.

Il faut noter une forte évolution de l'activité à risques (concessions aux risques du concessionnaire et opérations propres), représentant 48% de l'activité globale pour la

deuxième année consécutive, alors qu'elle était de 34% en 2016 et 25% en 2015.

2. Compte de résultat 2018

Le compte de résultat de 2018 concerne strictement le fonctionnement de la société et le résultat des opérations propres, à l'exclusion des opérations réalisées en concession, faisant l'objet de comptabilités distinctes.

Le chiffre d'affaires net de l'activité opérationnelle s'élève à **3 299 k€** en 2018 contre **3 444 k€** en 2017, soit une baisse de - 4%. Après prise en compte du produit des activités annexes, d'un montant négatif de - 251 k€ (dont annulations de rémunérations pour la ZAC de la Lèbe à Boucau de -225 k€ et pour le pôle numérique de Billère de -40 k€), le chiffre d'affaire global s'établit à **3 048 k€** en 2018, contre **3 457 k€** en 2017, soit une diminution de -12%.

Les charges salariales se situent à **2 674 k€** en 2018 d'un niveau comparable à celui de 2017 et les charges externes à hauteur de **639 k€** en augmentation de 11% notamment du fait de rémunération passée en perte sur l'exercice.

Le **résultat brut d'exploitation** est négatif de **-341 k€**, contre un résultat positif de **+154 k€** en **2017**, du fait notamment du passage en perte des rémunérations sur les opérations ZAC de la Lèbe à Boucau (-147 k€) et le Pôle tertiaire numérique à Billère (-119 k€).

Le **résultat net d'exploitation** est également négatif à hauteur de **-353 k€**, contre **-16 k€** en **2017**.

Le résultat net s'établit à **-325 k€** pour l'exercice **2018**, contre un excédent de **76 k€** en **2017**.

3. Bilan

Compte tenu du résultat de l'exercice, les capitaux propres s'élèvent à **2 993 k€** au **31/12/2018**, contre **3 320 k€** au **31/12/2017**.

Les dettes auprès des établissements de crédit s'élèvent à **9 710 k€** au **31/12/2018 (11 700 k€ au 31/12/2017)**. Elles concernent les opérations menées par la SEPA à hauteur de **8 743 k€** et la structure elle-même à hauteur de **967 k€**.

Les autres dettes financières s'établissent à **2 041 k€** correspondant aux avances de trésorerie de collectivités aux opérations.

4. Perspectives d'évolution pour 2019

Les anciennes opérations de la ZAC de la Lèbe à Boucau et du pôle tertiaire numérique à Billère étant apurées, la SEPA s'est attachée courant 2018-2019 :

- ✓ à prendre des mesures de sécurisation de son développement,
- ✓ à développer des relations de proximité, écoute, de transparence et de confiance avec les administrateurs et actionnaires pour renforcer leur adhésion à leur société,

- ✓ à réfléchir sur le modèle économique de l'entreprise et évaluer les besoins des territoires pour engager un plan d'orientations stratégiques et disposer d'un véritable outil de pilotage de développement

L'ensemble de ces mesures managériales et organisationnelles favoriseront le retour à l'équilibre, attendu pour 2019.

Le chiffre d'affaires prévisionnel pour l'année 2019 devrait ainsi revenir à son point d'équilibre, soit 3 500 k€, et les charges resteront maîtrisées.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

19 - D.S.P. sous-traités de plage : Rapports d'activité 2018

Sur rapport de M. ORTIZ :

L'Etat et la Ville de Biarritz ont signé le 3 décembre 2008 une convention de concession de plage portant sur les plages de la Milady, de Marbella, de la Côte des Basques, du Port Vieux, de la Grande Plage - Miramar – Bernain.

L'article R 2124-31 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques prévoit, dans l'hypothèse où la commune décide de sous-traiter une partie des activités de service public exercées sur la plage, l'obligation de recourir, pour la désignation du sous-traitant, à la procédure de délégation de service public.

La Ville a ainsi utilisé cette procédure pour accorder des sous-traités de plage aux exploitants suivants :

- autorisation d'exercice d'une école de surf : 18 sous-traités ont été signés avec 18 écoles de surf différentes, portant sur les plages de la Côte des Basques, Milady, Grande Plage et Miramar
- autorisation d'exercice d'une école de natation - Plage du Port Vieux : M. Jean-Marie LAULHE
- exploitation d'une activité de location de matériel de plage et d'un club de plage sur la Grande Plage de Biarritz : Mme Nelly Delamaria

Les sous-traités signés avec les exploitants prévoient l'obligation pour eux de remettre à la Ville chaque année un rapport d'activités conformément aux dispositions de l'article L 1411-3 du C.G.C.T.

Les données chiffrées principales de l'année 2018 sont les suivantes :

Ecole de natation :

- Exploitation du 1^{er} juillet au 31 août
 - 425 clients entre 4 et 12 ans
- Chiffre d'affaire 2018 : 12 000 € (10 500 € en 2017)

Location de matériel de plage et Club de Plage :

- Exploitation du 1^{er} juillet au 31 août
- Environ 500 enfants accueillis de 3 à 12 ans
- CA 2018 :
 - Location de matériel de plage : 33,5 K € (en 2017 : 29,2K €)
 - Club de plage : 14 K€ (16,6 K € en 2017)

Ecoles de surf :

- Respect de la période d'ouverture prévue à la DSP (1^{er} avril au 15 novembre)
- Fréquentation stable: environ 17 800 personnes accueillies dans l'année (18 000 en 2017)
- Chiffres d'affaires global en hausse : 1 399 K € (1 341 K € en 2017)
- Les écoles ont généralisé leur présence en ligne (réservation en ligne, création de sites dédiés, suivis de la clientèle sur les réseaux sociaux)
- 14 écoles s'appuient sur la communication du Comité du Tourisme 64
- 7 écoles adhèrent au Contrat de Destination 'Surf Biarritz Pays Basque'
- Toutes les écoles ont mis en place une démarche environnementale (sensibilisation des élèves à l'éco-citoyenneté, recyclage, utilisation de produits respectueux de l'environnement...)

Il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir prendre acte de ces rapports d'activité.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

20 - D.S.P. du petit train : Rapport d'activité 2018

Sur rapport de M. BONNAMY :

Conformément à l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport d'activité de l'exercice écoulé, produit par chaque délégataire de service public de la ville doit être inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

En conséquence, la SARL TXU TXU délégataire du service public pour l'exploitation du Petit Train de Biarritz, nous a transmis son rapport annuel concernant l'exercice du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018. Il convient de rappeler que, par délibération du 13 décembre 2013, le conseil municipal a approuvé le choix de la SARL TXU TXU au titre du renouvellement de cette délégation de service public pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 270 k€ pour l'exercice 2018, constitué exclusivement de la

recette du transport de passagers, celui-ci étant en diminution de -5% par rapport à 2017.

Les tarifs pratiqués sont les suivants :

- Circuit A : Adultes 6,50 €, Enfants : 4,0 €
- Circuit B : Adultes 7,50 €, Enfants : 4,5 €
- Gratuit pour les enfants de moins de 3 ans.

Le résultat net de l'exercice 2018 est bénéficiaire de 35 k€, en repli de -4 k€ par rapport à 2017.

S'agissant du bilan, les fonds propres de la société sont d'un montant de 64 k€ au 31/12/2018, en diminution de -4 k€ par rapport à la clôture de l'exercice précédent.

Pour rappel, des dépenses d'investissement de rénovation des wagons ont été réalisés à hauteur de 53 k€ en 2016, financés par emprunt à hauteur de 50 k€.

La dette financière liée aux emprunts s'élève à 53 k€ au 31/12/2018, contre 76 k€ à la fin 2017.

La trésorerie nette est négative de -1 k€ à la clôture de l'exercice 2018, contre un solde positif de 47 k€, en raison principalement du règlement plus précoce des dettes fournisseurs par rapport aux précédents exercices (25 k€) et du remboursement de l'emprunt (23 k€).

Conformément à l'article L-1413-1 du C.G.C.T., ce rapport a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics locaux, réunie le 25/11/2019.

Il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir prendre acte de ce rapport.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

21 - D.S.P. Cinéma Le Royal : Rapport d'activité 2018

Sur rapport de M. LAFITE :

Conformément à l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport d'activité de l'exercice écoulé, produit par chaque délégataire de service public de la Ville doit être inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

En conséquence, l'association Version Originale, délégataire du service public pour l'exploitation du cinéma "LE ROYAL", nous a transmis son rapport annuel concernant l'exercice 2018 approuvé par son assemblée générale.

Conformément à l'article L-1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce rapport a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, réunie

le 13/09/2019 dont les données principales sont reproduites ci-après :

Faisant suite à des années difficiles, 2018 est restée une année compliquée, marquée par des changements d'organisation importants, un nouveau conseil d'administration et un nouveau bureau ayant été élu en mars 2018.

I – LE COMPTE DE RESULTATS

A – Les recettes

Globalement, le niveau des produits d'exploitation s'élève à **712 k€** en **2018**, enregistrant une augmentation de **82k€** ou **13%** par rapport à **2017**, représentant une moyenne journalière de 250 entrées dans un contexte concurrentiel développé.

Il convient de préciser que ce niveau des recettes inclut la subvention de la ville de Biarritz d'un montant de **145 K€** pour tenir compte des contraintes de service public imposées à l'association.

B – Les dépenses

Parallèlement, les charges d'exploitation atteignent **705 k€** en **2018**, présentant à l'inverse une diminution, de **-55 k€** ou **-7%** par rapport à **2017**, du fait de la baisse des frais de personnel (**-16 k€** ou **-6%**) et l'absence de provision en **2018 (34k€)**.

Il en découle un résultat d'exploitation de **+7 k€** en forte augmentation par rapport à la clôture de l'exercice **2017** qui s'établissait à **-129 k€**.

Le résultat exceptionnel est négatif de **-5 k€**, contre **-96 k€** en 2017, en l'absence de dotation aux provisions pour les contentieux prud'homaux constituées en **2017 (71k€)**.

Au final, l'exercice **2018** se solde par un bénéfice de **3 k€**, contre un solde négatif de **-225 k€** en **2017** permettant une amélioration conséquente de la capacité d'autofinancement de **-118 k€** en **2017** à **+8 k€** en **2018**.

II – LE BILAN

A – Cycle d'investissement

Le résultat positif de **3 k€** combiné à l'augmentation de **5 k€** de la provision pour risques enregistrés en **2018** se répercutent sur les fonds propres de l'association qui augmentent en proportion, passant de **-82 k€** au **31/12/2017**, à **-73 k€** au **31/12/2018**.

A la date du **31/12/2018**, l'association n'a pas de dette financière à long terme inscrite au bilan.

Le fonds de roulement déficitaire de **-84 k€** en **2017** s'est par conséquent amélioré en **2018**, atteignant un montant de **-76 k€**, le montant de la valeur nette comptable de l'actif immobilisé (**3 k€**) restant équivalente à celle de **2017**.

B – Cycle d'exploitation

La supériorité du volume des dettes exigibles (**230 k€**) sur l'actif circulant (**67 k€**) permet de dégager un excédent en fonds de roulement d'exploitation de **163k€**.

Les dettes à court terme sont en baisse de **-65 k€** au **31/12/2018** évolution qui se répartit comme suit : fournisseurs (**-40 k€**), dettes fiscales et sociales (**-19 k€**) et dettes diverses (**+4 k€**).

Le montant des créances est en baisse significative de **-92 k€** en 2018 par rapport à **2017**, en raison de l'évolution des créances clients et comptes rattachés.

C – Trésorerie

Il en découle une trésorerie positive de **87 k€** au **31/12/2018**, représentant 1,5 mois de charges de fonctionnement, en baisse de **30 k€** par rapport à **2017**.

III - PERSPECTIVES POUR 2019

L'année 2019 s'annonce avec une conjoncture plus favorable en raison d'une surveillance des charges d'exploitation et de la mise en place de la nouvelle programmation qui a eu un effet immédiat sur la fréquentation des salles, en hausse de 29% sur les 8 premiers mois de l'année 2019.

Dans ces conditions, le résultat comptable 2019 devrait clôturer avec un résultat plus bénéficiaire que celui de 2018, poursuivant ainsi le redressement des fonds propres de l'association Version Originale.

Il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir prendre acte de ce rapport.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

22 - SEM des Golfs : Rapport d'activité 2018

Sur rapport de Mme BLANCO :

Les articles 5 et 8 de la loi du 7 juillet 1983 relatifs aux sociétés d'économie mixte locales, prévoient :

- d'une part, qu'une société d'économie mixte doit soumettre, chaque année, à l'examen des assemblées délibérantes des Collectivités Locales, une situation financière des activités, comportant en annexe, les comptes de résultat et de bilan de la Société,
- d'autre part, que l'organe délibérant des Collectivités Territoriales actionnaires, se prononce sur un rapport annuel écrit par ses représentants au Conseil d'Administration.

En application de ces dispositions et au nom de l'ensemble des représentants de la Ville de

Biarritz au Conseil d'Administration de la SEM des Golfs de Biarritz, j'ai l'honneur de vous présenter un rapport sur les activités de la Société pour l'exercice 2018.

En premier lieu, nous vous rappelons que le capital social de la Société des Golfs de Biarritz, dont le montant s'élève au 31 décembre 2018 à 300.000 €, se répartit comme suit :

ACTIONNAIRES	NOMBRE D' ACTIONS	POURCENTAGE DU CAPITAL
Ville de BIARRITZ	9 305	46,525 %
Ville d'ANGLET	180	0,9 %
Ville de BASSUSSARY	180	0,9 %
Association du Golf	325	1,625 %
SOCOMIX	1 125	5,625 %
S.I.A.Z.I.M.	4 180	20,9 %
Autres actionnaires privés	4 705	23,525 %
TOTAL :	20 000	100 %

Le conseil d'administration de la SEM des Golfs est composé comme suit :

Collège des actionnaires publics :

- Représentants de la ville de Biarritz :
 - M. Michel VEUNAC,
 - M. Guy LAFITE,
 - Mme Nathalie MOTSCH,
 - Mme Jeanine BLANCO,
 - Mme Nathalie SAUZEAU,
 - M. Jean Benoît SAINT CRICQ,
- Représentant de la ville d'Anglet : M. Patrick CHASSERIAUD,
- Représentant de la ville de Bassussarry : M. Claude YAOUANC,
- Représentants du SIAZIM :
 - M. Frédéric de BAILLIENCOURT,
 - M. Marc CAMPANDEGUI.

Collège des actionnaires privés :

- M. Alain ESTRADE, Président de la société,

- M. Paul PLANCHON, représentant l'Association du Golf de Biarritz,
- M. Eric MARCHAIS, représentant Biarritz-Tourisme.

Nous vous précisons également que les états financiers qui vous sont présentés ne comportent aucune modification, que ce soit au niveau de la présentation des comptes ou des méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

A - LE COMPTE DE RESULTAT

1. CHIFFRES D'AFFAIRES – PRODUITS D'EXPLOITATION

L'examen du compte de résultat pour l'exercice 2018 fait ressortir une légère progression de l'activité de la société par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires réalisé s'est élevé à **2 399 783 €** contre **2 381 207 €** pour 2017, soit une augmentation de 0,78%.

Ce chiffre d'affaires se répartit comme suit :

- vente de marchandises : **198 021 €** contre **201 517 €**, pour l'exercice précédent,
- services fournis : **2 201 761 €**, contre **2 179 690 €** pour l'exercice précédent

Les principaux produits d'exploitation se répartissent comme suit :

GOLF DU PHARE

➤ Abonnements du Golf du Phare de Biarritz		
- exercice 2018.....	849 580 €	} soit une hausse de 1.79 %
- exercice 2017.....	834 661 €	
➤ Green fees du Golf du Phare de Biarritz		
- exercice 2018.....	532 002 €	} soit une progression de 0.93%
- exercice 2017.....	527 104 €	

GOLF D'ILBARRITZ

➤ Abonnements du Centre de Golf d'Ilbarritz		
- exercice 2018.....	181 162 €	} soit un accroissement de 2.69%
- exercice 2017.....	176 416 €	
➤ Green fees du Golf d'Ilbarritz		
- exercice 2018.....	248 173 €	} soit une baisse de -6.20%
- exercice 2017.....	264 590 €	

2. CONSOMMATION DE L'EXERCICE – VALEUR AJOUTEE

Sous l'effet d'une progression plus forte du chiffre d'affaires que celle des achats et charges externes, la valeur ajoutée de la société est en augmentation et représente **1 309 304 €** (54.56% du chiffre d'affaires) en 2018 contre **1 292 134 €** (54.26% du chiffre d'affaires) pour l'exercice 2017.

3. AUTRES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres principaux produits d'exploitation sont constitués des reprises sur amortissements et provisions et transferts de charges d'exploitation qui sont de **180 171 €** en 2018, relativement à **192 801 €** en 2017.

Compte tenu des reprises sur provisions et des transferts de charges, l'ensemble des produits d'exploitation s'élève à **2 579 954 €** pour 2018, contre **2 574 008 €** pour l'exercice précédent, soit une très légère hausse de 0,23%.

4. AUTRES PRINCIPALES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres principales charges d'exploitation s'analysent comme suit :

- les frais de personnel s'élèvent à **1 197 141 €**, contre **1 172 931 €** pour l'exercice précédent, soit une hausse de +2.06%,
- les impôts et taxes passent de **33 085 €** en 2017 à **34 058 €** pour 2018,
- les dotations aux amortissements et provisions s'élèvent à **195 597 €** en 2017, contre **191 540 €** pour l'exercice précédent.

5. RESULTAT D'EXPLOITATION

La balance de l'ensemble des charges et des produits d'exploitation de l'exercice se traduit par un résultat d'exploitation excédentaire de **57 571 €**, contre **79 912 €** pour l'exercice précédent, soit une baisse de -27.96%.

6. RESULTAT FINANCIER - RESULTAT EXCEPTIONNEL - RESULTAT DE L'EXERCICE

Le résultat financier est négatif de **-11 121 €**, contre **-12 183 €** pour l'exercice 2017.

Le résultat exceptionnel est négatif de **- 14 075 €** en 2018, contre un solde positif de un solde positif de **1 893 €** pour l'exercice précédent.

Le résultat net comptable de l'exercice 2018 se clôture par un bénéfice de **32 375 €**, contre **63 741 €** pour l'exercice précédent.

B - LE BILAN :

1. L'ACTIF

a. L'actif immobilisé :

La valeur nette comptable des immobilisations s'établit à la somme de **922 250 €** en 2018 contre **861 043 €** en 2017, soit une augmentation de +7.11%.

b. L'actif circulant :

La valeur des stocks de matières premières, approvisionnements et marchandises, s'élève à **153 708 €** au 31/12/2018, contre **116 194 €** pour l'exercice précédent.

Les créances d'exploitation et autres créances s'élèvent à **300 170 €** pour le dernier exercice clos, contre **256 610 €** pour l'exercice 2017.

Le disponible de trésorerie est de **601 495 €** au 31/12/2018, contre **838 012 €** pour l'exercice précédent.

C - PASSIF DU BILAN :

Le montant des capitaux propres au 31/12/2018 s'élève à **1 371 024 €** contre **1 338 649 €** en 2017 suite à la prise en compte du bénéfice 2018 d'un montant de **32 375 €**.

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit s'élèvent à **263 445 €** en 2018, contre **314 802 €** en 2017.

Le fonds de roulement du cycle d'investissement est positif de **668 906 €** au 31/12/2018 et le besoin en fonds de roulement du cycle d'exploitation est de **120 329 €**, aboutissant à une trésorerie nette de **548 577 €** contre **838 012 €** pour l'exercice précédent.

D - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

L'Assemblée Générale de la société a décidé au cours de sa séance du **21/06/2019** d'affecter le bénéfice de l'exercice 2018, soit **32 375 €**, sur le compte « Autres réserves ».

E - SITUATION D'ENDETTEMENT DE LA SOCIETE

L'endettement de la société au 31/12/2018 s'élève à **595 075 €** et se répartit comme suit :

- **471 609 €** correspondant à des dettes à un an au plus.
- **123 466 €** correspondant à des dettes à plus d'un an et à moins de 5 ans.

F - PARTICIPATIONS DANS D'AUTRES SOCIETES ET FILIALES

Conformément à l'article L 233-6 du Code de Commerce, nous vous rappelons que la société détient 33,33% du capital de la société BCN GOLFS, Société à responsabilité limitée au capital de 9.000 euros, ayant son siège social à CIBOURE (64500) – Place William SHARP, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BAYONNE sous le

numéro 529 939 944.

Cette société a pour objet la location et location-bail de machines, équipements et biens matériels.

G - RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que la société n'a pas distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

H - PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE POUR L'EXERCICE 2019

Compte tenu du contexte économique général de la filière touristique, le budget 2019 a été établi avec rigueur sur le plan des charges et réalisme en termes de produits.

Des travaux d'envergure devront nécessairement être conduits sur les sites afin, non seulement, de maintenir l'objectif d'excellence, mais encore, de poursuivre les améliorations pour rester la destination golf de référence.

La Société des Golfs reste prudente quant à son positionnement tarifaire afin de rester concurrentielle tant sur le marché local, les abonnements, que sur le marché touristique international, les green fees et forfaits. Il convient ici d'envisager cet aspect autour de deux axes de clientèle : les abonnés qui constituent un segment de clientèle captive, et le secteur touristique, par nature volatile.

Une hausse de 2.2% des tarifs est appliquée sur les cotisations des abonnés, afin de continuer l'amélioration des installations, notamment sur l'anneau central pour lequel de nombreux travaux sont prévus.

Au 1^{er} janvier 2019 les golfs pass XLandes et Biarritz Côte Basque seront réunis au profit du Golf Pass Biarritz Golf Destination, concentrant une offre de parcours plus étendue et plus attrayante pour la clientèle.

Au pro shop, l'effort consistant à élargir la gamme des produits ainsi que la proposition des marques sera poursuivi.

Des travaux d'amélioration de l'Atelier 1, l'aménagement d'un salon, la mise en sécurité des lesteurs de practice et le renouvellement du matériel agricole est envisagé pour 2019. Les travaux d'amélioration sur le centre et le parcours continueront en 2019.

Du point de vue financier à la date du 30/06/2019, le chiffre d'affaires s'élève à 1 133k€, en progression de 7.41% par rapport à l'exercice antérieur, en liaison principalement à la progression des recettes des green-fees d'Ilbarritz (+39%) et du Phare (+12%). Le total des produits d'exploitation atteint 1 213 k€ au 30/06/2019, en augmentation de 7.44% par rapport à celui au 30/6/2018.

Les charges d'exploitation sont de 1 260 k€, en augmentation de 2.55% par rapport à 2018.

Le résultat d'exploitation est ainsi négatif de -47 k€ au 30/6/2019 contre -100 k€ au

30/6/2018, soit une amélioration de 53 k€.

Après prise en compte du résultat financier (-4 k€) et du résultat exceptionnel (+8 k€), le résultat net au 30/6/2019 est de -44 k€, contre -101 k€ au 30/6/2018, soit une progression de +57 k€.

Il a été demandé de bien vouloir prendre acte de ce rapport d'activité.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

23 - Dispositif « Atout Jeunes » : Attribution d'aide à des projets de jeunes

Sur rapport de Mme CLARACQ :

Dans le cadre du programme d'actions en direction de la jeunesse, le dispositif « Atout Jeunes » vise à soutenir des jeunes de Biarritz dans leurs initiatives.

En septembre dernier 6 jeunes ont été accompagnés et aidés pour un voyage en famille à la découverte de Biarritz.

2 nouveaux projets sont soumis au vote du Conseil Municipal de ce mois de décembre.

Projet collectif : Aide à la création de l'Association YOUNG ACTIV'

L'Espace Jeunes de la Ville de Biarritz propose la mise en place d'une Plateforme Jeunes Bénévoles.

L'objectif est d'accompagner un groupe de jeunes dans la création d'une plateforme de mise en relation entre jeunes et associations pour offrir des missions de bénévolat adaptées sur le territoire communal, en proposant :

- Des missions courtes avant tout mais en laissant la possibilité à des missions plus exigeantes,
- Une offre de bénévoles pour une aide ponctuelle très utile pour pérenniser des activités ou initier de nouveaux projets.
- Des actions sur le terrain qui permettent de mesurer les résultats : affichage, tenue d'un stand...
- Une aide concrète dans l'organisation d'évènements...

La phase 1 de ce dispositif prévoit la création, pour les jeunes bénévoles, d'une Association 1901 qui leur permette de devenir les porteurs du projet.

L'Association YOUNG ACTIV' a été déclarée à la Préfecture des Pyrénées Atlantiques le 30 septembre 2019.

Son siège social se trouve à l'Espace Jeunes en charge de son accompagnement et développement.

3 jeunes biarrots âgés de 15, 17 et 25 ans (2 élèves au lycée MALRAUX et 1 en contrat de service civique) sont à l'origine de ce projet, confrontés à leur désir de s'engager mais ne trouvant pas de missions adaptées à leur âge, leur disponibilité...

L'Association YOUNG ACTIV' sera le support de mise en relation des jeunes bénévoles (adhérents de l'association) avec les associations biarrottes (par conventionnement de mise à disposition de bénévoles) désireuses de faire appel à ce service.

Comme toute association, elle doit faire face entre autre à des frais de déclaration, d'assurance et d'ouverture de compte bancaire.

Le but est d'encourager ce type d'initiative pour favoriser la construction d'une ville solidaire, inclusive et innovante.

Montant de l'aide proposée : 500 euros

Affectation de l'aide : Aide directement versée à l'Association YOUNG ACTIV'

Projet individuel : Lucas LINXE

Lucas est un jeune biarrot âgé de 20 ans ayant effectué toute sa scolarité de l'école Jules Ferry au Collège Rostand puis au Lycée Malraux. Il a pratiqué le rugby au BO. Aujourd'hui, il est étudiant en licence STAPS à Bayonne : son objectif devenir professeur d'EPS.

Lucas pratique depuis plus d'un an le sport moto sur circuit en championnat de France 400 Centimètres Cubes. Il est rattaché au circuit de PAU-ARNOS qui ne lui facture pas les séances d'entraînement, ni l'assurance obligatoire, en contrepartie de la pose de son logo sur sa moto de course.

Actuellement 20^{ème} au classement général, regroupant une soixantaine de pilotes sur l'ensemble de l'année, son avenir semble prometteur. Son objectif est d'accéder aux championnats du monde dans les 2 ans et d'être promu en championnat de France 1000 Centimètres Cubes Catégorie Reine.

Lucas assure tout au long de l'année des missions d'intérim compatibles avec ses cours et ses entraînements ou courses pour financer les frais inhérents à la préparation de son véhicule, les inscriptions aux différentes compétitions qualificatives (10 courses environ / an). Il est « aidé » en cela par un mécanicien « mordu » de courses moto qui assure la préparation de son véhicule, sa famille qui assure le transport de sa moto de compétition. L'accès à un niveau « professionnel » lui permettrait de rechercher de véritables sponsors professionnels de cette discipline.

Lucas serait disponible par la suite, pour apporter son témoignage lors d'événements ou d'animations organisées en direction des jeunes et des enfants de la cité.

Montant de l'aide proposée : 800 euros

Affectation de l'aide : Aide directement versée sur le compte bancaire du jeune

Il a été en conséquence demandé, au Conseil Municipal, d'approuver l'attribution de cette aide en direction des Jeunes de la Ville.

ADOPTÉ

M. CLAVERIE et M. BOISSIER s'abstiennent

24 - EPIC Biarritz Tourisme : Décision de prise en charge des frais de location de salles publiques à l'occasion d'événements d'intérêt général pour la période du 1^{er} Octobre au 31 Décembre 2019.

Sur rapport de M. VIAL :

Dans le cadre de la politique d'animation locale et touristique mise en œuvre par la Ville de BIARRITZ, le Conseil Municipal est invité, chaque trimestre, à décider de la prise en charge, totale ou partielle, des frais de location des salles publiques suivantes : Casino Municipal, Bellevue, Gare du Midi ou Iraty.

Ces frais de location sont facturés par l'EPIC BIARRITZ TOURISME aux associations qui organisent des manifestations publiques, dont l'objet et la dimension, sur le plan social, culturel, sportif ou touristique, contribuent à l'animation locale ou au rayonnement de la ville vers l'extérieur et répondent donc aux objectifs d'intérêt général recherchés par la collectivité.

La prise en charge de ces frais de location par la Ville de BIARRITZ, en lieu et place des associations organisatrices, est considérée comme une aide indirecte apportée aux associations, dont la décision d'attribution relève du Conseil Municipal.

Selon ce principe, les frais de location de salles publiques sont prélevés sur les crédits inscrits chaque année au budget primitif, au chapitre 011, article 6132.

Au cours du mois d'octobre à décembre 2019, un certain nombre d'associations ou services publics ont présenté une demande de prise en charge de ces frais de location à la Ville de BIARRITZ.

En conséquence, après vérification que ces événements ou manifestations répondent bien aux objectifs d'intérêt général définis par la collectivité, il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir approuver la liste, pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 2019, des manifestations organisées par des associations locales ou services publics, pour lesquelles la Ville de BIARRITZ prendra en charge les frais de location, qui seront, après facturation, réglés à BIARRITZ TOURISME, conformément à l'article 9-1 du contrat d'affermage du 18 janvier 2006 et prélevés sur les crédits inscrits au budget annexe 2019, article 6132.

En application de l'article L2313-1, alinéa 2 du CGCT, la liste des concours attribués à ces associations sous forme de prestations en nature, sera annexée aux documents budgétaires.

ADOPTÉ

25 - Mise en place d'une procédure d'enregistrement des meublés de tourisme :

Obligation déclarative préalable à la location

Sur rapport de M. VEUNAC :

Particulièrement attractives du point du vue touristique, les communes du Pays Basque observent depuis plusieurs années le développement des locations de meublés de tourisme profitant de l'essor des plateformes de mise en location des meublés sur internet.

Le déploiement de cette offre nouvelle n'est pas sans conséquence sur le marché de l'hébergement traditionnel :

- renforcement de la tension existante sur le marché du logement avec concurrence du marché locatif saisonnier et marché du logement occupé à l'année,
- aggravation de la pénurie de logements destinés aux ménages résidant tout particulièrement dans les communes littorales à forte vocation touristique,
- tendance inflationniste des prix de l'immobilier corrélée à la forte rentabilité locative des logements destinés à la location de courte durée,
- perte de visibilité de l'offre d'hébergement traditionnel, part importante de l'activité économique du territoire.

La Communauté d'Agglomération Pays Basque, compétente en matière d'habitat, est tenue de veiller à la mixité sociale des quartiers, de lutter contre le phénomène de ségrégation socio-spatiale et de permettre un développement équilibré de l'habitat en proposant une offre de logements diversifiée, accessible pour tous et partout.

Dans ce nouveau cadre réglementaire, le conseil municipal de Biarritz au cours de sa séance du **28/09/2017** a décidé la mise en œuvre de la procédure de d'enregistrement des meublés de tourisme prévue par l'article **L 324-1-1** du code du tourisme, en vue d'améliorer l'évaluation du nombre et l'évolution des meublés de tourisme.

Cette procédure permet de soumettre l'ensemble des loueurs de meublés de tourisme, permanents ou occasionnels, qu'il s'agisse de leur résidence principale ou secondaire, à une obligation de déclaration préalable en mairie.

Selon le même article du code du tourisme, cette possibilité est offerte également aux communes où le changement d'usage des locaux destinés à l'habitation est soumis à autorisation préalable dans un cadre défini par la loi A.L.U.R.

Ainsi en vue d'encadrer les changements d'usage des logements et de mieux suivre l'évolution du parc de meublés touristiques, la **Communauté d'Agglomération Pays Basque** a délibéré le **23 septembre 2017** afin d'instituer une procédure d'autorisation temporaire et préalable au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation en vue de leur location de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage n'y élisant pas domicile.

En complément à cette délibération, la **Communauté d'Agglomération Pays Basque** a adopté le **28 septembre 2019**, un règlement d'application relatif aux autorisations temporaires de changement d'usage des locaux d'habitation qui entrera en application le **1er janvier 2020**.

Ce règlement, fondé sur l'article **L 631-7-1 A** du code de la construction et de l'habitation, fixe les conditions et les critères de délivrance de l'autorisation de changement d'usage des locaux d'habitation applicables dans les 24 communes de la zone tendue au sens de l'article 232 du code général des impôts, à savoir : **Ahetze, Anglet, Arbonne, Arcangues, Ascaïn, Bassussarry, Bayonne, Biarritz, Bidart, Biriartou, Boucau, Ciboure, Guéthary, Hendaye, Jatxou, Lahonce, Larressore, Mouguerre, Saint-Jean-de-Luz, Saint-Pierre d'Irube, Urcuit, Urrugne, Ustaritz et Villefranque**.

Par ailleurs, en application des dispositions de la loi E.L.A.N. du **23 /11/2018**, l'article modifié **L 324-1-1** du code du Tourisme dispose que par délibération du conseil municipal, les communes visées par la législation sur le changement d'usage des locaux résidentiels peuvent **remplacer l'obligation de déclaration préalable** de location de meublé tourisme par une **procédure d'enregistrement** de toute location d'un local meublé même lorsque le local constitue la résidence principale du loueur.

Ainsi, conformément à ces nouvelles dispositions du code du tourisme, cette **procédure d'enregistrement préalable** des meublés de tourisme via un télé-service permettra d'enregistrer toutes les déclarations préalables après avoir recueilli certaines informations sur les locaux :

- Statut du local (résidence principale ou secondaire)
- Adresse complète (rue, escalier étage et n° d'appartement)
- Numéro d'invariant pour l'identification du logement tel qu'il ressort de l'avis d'imposition à la taxe d'habitation

Après instruction, elle donnera lieu à la délivrance d'un accusé réception comprenant le numéro d'enregistrement dont la composition est définie par l'article **D 324-1-1II** du code du tourisme, numéro qui sera mentionné obligatoirement sur toutes les offres de location.

Cette nouvelle procédure permettra d'améliorer la connaissance plus précise du parc résidentiel affecté à une activité touristique, de contrôler le respect des différentes obligations à la charge des loueurs et notamment la limite de **120 jours** de location pour les résidences principales.

Dans ces conditions et après avis favorable de la commission des finances, il a été demandé, au Conseil Municipal, de décider à compter du **1er janvier 2020** :

- De soumettre, toutes les locations de meublés de tourisme, y compris celles situées dans une résidence principale, à une déclaration préalable soumise à un enregistrement auprès de la commune de Biarritz
- D'inclure dans la déclaration les informations exigées au titre de l'article **L .324-1-1** du code du tourisme, y compris le numéro invariant identifiant le logement tel qu'il ressort de l'avis d'imposition à la taxe d'habitation du déclarant,
- De mettre en œuvre un télé-service afin de permettre aux propriétaires de meublés d'effectuer la déclaration en liaison avec la procédure de changement d'usage définie par le règlement d'application relatif aux autorisations temporaires de changement d'usage des locaux d'habitation adopté par le Conseil communautaire du **28 septembre 2019**.

ADOPTE

26 - Admission en non-valeur de créances irrécouvrables et remise gracieuse de dette : Décision

Sur rapport de M. LAFITE. :

Monsieur le Trésorier Principal de Biarritz nous a transmis les relevés des titres de recettes afférents aux derniers exercices budgétaires (récapitulés dans l'état joint) pour lesquels toutes les tentatives de recouvrement se sont avérées infructueuses (liquidation de la société, absences de coordonnées ou insolvabilité du tiers débiteur ...).

Dans ces conditions, après examen de la commission des finances réunie le 17 décembre 2019, l'admission en non valeur des titres irrécouvrables concernés au titre du budget principal, par exercice budgétaire sont les suivants :

Budget principal :

- Année 2018 :..... 1 165.75 €

- Année 2019 :..... 5 826.11 €

soit un total de **6 991.86 €** qui sera prélevé sur les crédits inscrits au budget 2019, article 6541 fonction 01 « créances admises en non-valeur » du budget principal ;

Par ailleurs, une entreprise et plusieurs commerçants du centre-ville ont sollicité un dégrèvement ou une annulation de leur redevance d'occupation du domaine public, pour des motifs liés à des impossibilités d'exploitation de terrasse ou cessation d'activité en cours d'année. Les créances concernées sont suivantes :

Exercice	Débiteur	N° Titre	Réduction	Motif
2018	Alain OLHASO GASTELLOU Le Basta	2596	2 283.00 €	Soucis de santé empêchant l'exercice de l'activité dans des conditions normales (remise de 50% du montant initial)
2018	SASU QUANT Boutique MIAOW	1770 1773	6 000.00 € (pénalités juin 2018) 6 200.00 € (pénalités juillet 2018)	Pénalités d'infraction enseigne Compte tenu de la régularisation de l'enseigne à la réception du 1er avis des sommes à payer (n°1628 de 10 400€) relatif à la période du 9/4 au 31/5/18.

2019	LAUAK Charpente	810	1 938.15 €	Places de stationnement attribuées non toujours disponibles
2019	Hélène DEME Marché extérieur Halles	1475	282.00 €	Activité impossible pour raisons de problèmes de santé
2019	Bénédicte BATAILLE ARAMON Marché extérieur Halles	1320 1474	282.00 € 282.00 €	Activité impossible pour raisons de problèmes de santé
Total			17 267.15 €	

Compte tenu de ces éléments, l'annulation de ces dettes apparaît justifiée.

En conséquence, il a été demandé, au Conseil Municipal,

- d'émettre un avis favorable pour l'admission en non valeur des titres précités pour un montant total de **6 991.86 €**
- et d'accorder une remise gracieuse des dettes ci-dessus pour un montant total de **17 267.15 €**.

ADOPTÉ

27 - CLECT :

27a) Approbation du rapport n°2 de la C.L. E.C.T sur l'évaluation des charges transférées

Sur rapport de M. LAFITE :

Dans le cadre défini à l'article 1609 nonies C IV du code général des impôts, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (**C.L.E.C.T.**) a pour principale mission de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre communes et la **Communauté d'Agglomération Pays Basque**.

Bien qu'elle ne définisse pas les attributions de compensation, tâche qui revient aux exécutifs locaux (conseils communautaire et municipaux), la **C.L.E.C.T.** contribue à garantir l'équité financière entre les communes et la communauté en apportant transparence et neutralité des données financières déclarées par les communes membres.

Créée par délibération communautaire en date du **04/02/2017**, la **C.L.E.C.T.** s'est réunie le 28/09/2019 pour procéder à la validation de l'évaluation des transferts de charges liés aux prises de compétences suivantes :

1. Evaluation des transferts de charges liés à la restitution de la compétence « opérations de fauchage des accotements routiers » aux six communes de **Nive-Adour**

Décidée le 15/12/2018, la restitution de cette compétence concernant six communes de **Nive-Adour** a été évaluée à partir du niveau des prestations supportées avant la fusion pour un montant net de FCTVA de **78 838€**

2. Evaluation des transferts de charges liés à la restitution de la compétence « lutte contre les espèces animales invasives, telles que le frelon asiatique » aux communes du **Sud Pays Basque, Errobi et Pays de Hasparren**

Décidée le 15/12/2018, la restitution de cette compétence concernant 34 communes de **Sud Pays Basque, Errobi et Pays de Hasparren** a été évaluée à partir de la moyenne des dépenses constatées sur les trois dernières années (2016 à 2018) soit un montant total de **65 434€**

Par correspondance en date du **02/10/2019**, monsieur le Président de la **Communauté d'Agglomération Pays Basque** nous a communiqué le rapport n°2 de la **C.L.E.C.T.** concernant l'évaluation des transferts de charges de droit commun et permettant de déterminer les attributions de compensation de droit commun.

Dans ces conditions et après avis de la commission des finances réunie le 17 décembre 2019, il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir :

- Approuver le rapport N°2 de la **C.L.E.C.T.** du **28/09/2019**.
- Autoriser M. le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et à signer tout document se rapportant à ce dossier.

ADOPTÉ

27b) Approbation du rapport n° 5 de la C.L.E.C.T sur l'évaluation des charges transférées

Sur rapport de M. LAFITE :

Dans le cadre défini à l'article 1609 nonies C IV du code général des impôts, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (**C.L.E.C.T.**) a pour principale mission de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre communes et la **Communauté d'Agglomération Pays Basque**.

Bien qu'elle ne définisse pas les attributions de compensation, tâche qui revient aux exécutifs locaux (conseils communautaire et municipaux), la **C.L.E.C.T.** contribue à garantir l'équité financière entre les communes et la communauté en apportant transparence et neutralité des données financières déclarées par les communes membres. Créée par délibération communautaire en date du **04/02/2017**, la **C.L.E.C.T.** s'est réunie le **25/11/2019** pour procéder à la validation de l'évaluation des transferts de charges liés aux prises de compétences suivantes :

3. Evaluation des transferts de charges liés à la restitution de la compétence «fourrière animale» aux douze communes de Sud Pays basque

Décidée le 15/12/2018, la restitution de cette compétence concernant douze communes de **Sud Pays basque** a été évaluée à partir du niveau des charges de fonctionnement et d'entretien courant sur les trois dernières années pour un montant annuel moyen de **103 829 €**.

La restitution aux douze communes est faite au prorata de la population 2019 (base INSEE)

4. Evaluation des transferts de charges liés à la restitution du volet animation de la compétence « tourisme » à la commune de Saint Palais

La restitution du volet animation de la compétence « tourisme » concerne uniquement la commune de Saint Palais qui bénéficiait jusqu'en 2017 d'une prise en charge directe par l'ex-office de tourisme de Basse Navarre évaluée à une moyenne annuelle de **4 031€**.

5. Evaluation des transferts de charges relatifs au financement de la mission locale pays basque (communes de Sud Pays Basque, Errobi, Garazi-Baigorri et du Pays d'Hasparren)

La prise de compétence optionnelle « action sociale » et la reconnaissance de l'intérêt communautaire des démarches visant l'orientation professionnelle des jeunes et leur insertion sociale ont entraîné le transfert au 01/01/2019 vers la C.A.P.B. des charges relatives au financement de l'association Mission locale Avenir Jeunes Pays Basque. Ces transferts de charges concernent 64 communes de **Sud Pays Basque, Errobi, Garazi-Baigorri** et du **Pays d'Hasparren**, ont été évalués à partir de la moyenne des subventions facturées par la Mission Local Pays Basque soit **144 833€** puis ventilés à partir de la moyenne des subventions facturées par la Mission Local Pays Basque sur la période 2016-2018 pour aboutir à une quote-part par commune appliquée à la charge supplémentaire 2019.

6. Evaluation des transferts de charges relatifs à l'équipement d'aide alimentaire « table du soir » (commune de Bayonne)

La prise de compétence optionnelle « action sociale » et la reconnaissance de l'intérêt communautaire de l'équipement d'aide alimentaire « table du soir » à Bayonne, ont entraîné le transfert au 01/01/2019 vers la C.A.P.B. des charges correspondantes évaluées sur la période de 2016-2018 à un montant annuel moyen de **25 037€** concernant uniquement la commune de **Bayonne**.

7. Evaluation des transferts de charges relatifs au portage de repas sur le territoire du pays d'Hasparren

Jusqu'au 31/12/2018, un service de portage des repas était assuré par le **C.C.A.S. d'Hasparren** pour dix communes du pays d'Hasparren hormis la commune de **Macaye**. A compter du 01/01/2019, ce service a été repris par le **C.I.A.S. Pays Basque** impliquant un transfert des charges vers la **C.A.P.B.** évalué à un coût net de **4 471€**.

Par correspondance en date du **26/11/2019**, monsieur le Président de la **Communauté d'Agglomération Pays Basque** nous a communiqué le rapport n°5 de la **C.L.E.C.T.** concernant l'évaluation des transferts de charges de droit commun et permettant de déterminer les attributions de compensation de droit commun.

Dans ces conditions et après avis de la commission des finances réunie le **17/12/2019**, il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir :

- Approuver le rapport N°5 de la **C.L.E.C.T.** du **25/11/2019**.
- Autoriser M. le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et à signer tout document se rapportant à ce dossier.

ADOpte

28 - SEM SOCOMIX : Décision d'acquisition d'actions appartenant à la société Compagnie Financière du Louvre

Sur rapport de M. VEUNAC :

La COMPAGNIE FINANCIERE DU LOUVRE (C.F.L.) a décidé de céder les 19 228 actions détenues par elle dans le capital de la société d'économie mixte SOCOMIX.

A la demande de la C.F.L., la cession doit intervenir au 31 décembre 2019 au plus tard, dans les conditions suivantes :

- La société DF COLLECTION, filiale de JCDECAUX HOLDING, pourrait acquérir 9 614 actions (soit 50% de la participation détenue par la COMPAGNIE FINANCIERE DU LOUVRE) moyennant un prix global de 1 750 000 € hors droits,
- La VILLE DE BIARRITZ pourrait acquérir 9 614 actions (soit 50% de la participation détenue par la COMPAGNIE FINANCIERE DU LOUVRE) moyennant un prix global de 1 750 000 € hors droits.

Cette cession s'appuie sur des discussions partenariales entre JCDH et la Ville de Biarritz au sein de la SOCOMIX afin de maintenir les équilibres de détention du capital de la société.

Il a été proposé, au Conseil Municipal :

- de décider l'acquisition, par la Ville, de 9 614 actions de la SOCOMIX moyennant un prix global de 1 750 000 €, étant précisé que cette acquisition d'actions ne donnera lieu à aucune perception au profit du trésor conformément à l'article 1042 II du Code Général des Impôts
- de décider que cette dépense sera prélevée sur les crédits inscrits à l'article 261 du budget de la Ville
- d'autoriser les administrateurs de la SEM SOCOMIX représentant la Ville de Biarritz à voter, lors d'un prochain conseil d'administration de la SEM, la modification de l'actionnariat de la SOCOMIX et par conséquent d'agréer les cessions ci-dessus.

ADOpte

**Mme HONTAS, Mme MIMIAGUE, M. BOISSIER, Mme MOTSCH votent contre
Mme ETCHEVERRY s'abstient**

29 - Décision modificative de crédits n° 5

Sur rapport de M. LAFITE :

Examinée par la commission des finances réunie le **17/12/2019**, la décision modificative de crédits n°5 se présente comme suit :

Section	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	442 349.14	442 349.14
Investissement	3 074 058.46	3 074 058.46
Total	3 516 407.60	3 516 407.60

A. Fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **442 349.14 €** correspondant principalement aux inscriptions en dépenses détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépense

➤ Chapitre 011 Charges à caractère général :	181 888.00€
➤ Prestations de service :	69 454.00€
➤ Frais d'assurances:	59 000.00€
➤ Taxes foncières :	53 434.00€
➤ Chapitre 65 Autres charges de gestion (subventions) :	249 852.00€
➤ Subventions aux associations :	249 852.00€
➤ Chapitre 67 Charges exceptionnelles :	14 900.00€
➤ Annulation de titres :	14 900.00€
➤ Chapitre 023 Virement prévisionnel :	-4 290.86€

En recette

➤ Chapitre 73 Impôts et taxes	196 363.00€
➤ Droits de mutation :	196 363.00€
➤ Chapitre 77 Produits exceptionnels	173 108.00€
➤ Remboursement assurance dégâts tempêtes 2014 :	173 108.00€
➤ Chapitre 042 Opérations d'ordre :	72 878.14€
➤ Travaux en régie :	72 878.14€

B. En investissement

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **3 074 058.46€** correspondant principalement aux inscriptions détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépense

➤ Chapitre 21 Immobilisations corporelles :	30 996.00€
➤ Frais d'acquisitions foncières :	3 814.00€
➤ Matériels informatiques :	9 182.00€
➤ Autres matériels :	18 000.00€
➤ Chapitre 23 Travaux	-88 633.00€
➤ Travaux de bâtiments :	-88 633.00€
➤ Chapitre 26 Participations et créances :	1 750 000.00€

➤ Acquisitions actions :	1 750 000.00€
➤ Chapitre 45 Opérations pour compte de tiers	11 500.00€
➤ Péril rue Alcide AUGÉY :	11 500.00€
➤ Chapitre 040 Opérations d'ordre :	72 878.14€
➤ Travaux en régie :	72 878.14€
➤ Chapitre 041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section:	1 297 317.32€
➤ Portage EPFL :	1 297 317.32€

En recette

➤ Chapitre 13 Subventions d'investissement :	19 532.00€
➤ Subvention SIAZIM :	19 532.00€
➤ Chapitre 16 Emprunts et dettes :	2 750 000.00€
➤ Emprunt :	2 750 000.00€
➤ Chapitre 024 Produits de cessions:	-1 000 000.00€
➤ Chapitre 45 Opérations pour compte de tiers	11 500.00€
➤ Péril rue Alcide AUGÉY :	11 500.00€
➤ Chapitre 041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section:	1 297 317.32€
➤ Portage EPFL :	1 297 317.32€
➤ Chapitre 021 Virement prévisionnel:	-4 290.86€

En conséquence, après vous avoir donné lecture du rapport détaillé de présentation de cette décision modificative de crédits n°5, il a été proposé, au Conseil Municipal, de bien vouloir adopter celle-ci dans les conditions prévues à l'article L 2312-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui stipule que les crédits seront votés par chapitre, et si le Conseil Municipal en décide ainsi, par article.

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
011	Charges à caractère général	181 888.00	Adopté
65	Autres charges	249 852.00	Adopté
67	Charges exceptionnelles	14 900.00	Adopté
023	Virement prévisionnel	-4 290.86	Adopté
Total		442 349.14	Adopté

Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
73	Impôts et taxes	196 363.00	Adopté
042	Opérations d'ordre de section à section	72 878.14	Adopté
77	Produits exceptionnels	173 108.00	Adopté
Total		442 349.14	Adopté

Investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
21	Immobilisations corporelles	30 996.00	Adopté
23	Travaux	-88 633.00	Adopté
26	Titres et participations	1 750 000.00	Adopté
040	Opérations d'ordre de section à section	72 878.14	Adopté
041	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	1 297 317.32	Adopté
45	Travaux pour compte de tiers	11 500.00	Adopté
Total		3 074 058.46	Adopté

Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
13	Subventions d'investissement	19 532.00	Adopté
16	Emprunts et dettes	2 750 000.00	Adopté
024	Produits de cessions	-1 000 000.00	Adopté
45	Travaux pour compte de tiers	11 500.00	Adopté
041	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	1 297 317.32	Adopté
021	Virement prévisionnel	-4 290.86	Adopté
Total		3 074 058.46	Adopté

ADOpte

**Mme PRADIER, M. PUYAU, M. DOMEGE, Mme DARRIGADE, Mme AROSTEGUY,
M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA, M. TARDITS, M. BOISSIER, M. CHAZOILLERES,
M. AMIGORENA, Mme MOTSCH s'abstiennent**

30 - Subventions à divers organismes et associations : Décision d'attribution

Sur rapport de M. CLAVERIE :

Après examen par la commission des finances réunie le **17/12/2019**, il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir décider l'attribution des subventions de fonctionnement détaillées ci-après :

BUDGET PRINCIPAL

Article	Fonction	Bénéficiaire	Montant
65741	33	Subvention pour l'association « les Russisants » de la côte basque (Festival Kinorama 2019)	200 €
65741	33	Subvention exceptionnelle pour l'association « le Théâtre du Versant »	15 000 €
65741	40	Subvention de fonctionnement pour la SASP « Biarritz Olympique Pays Basque » (saison sportive 2019 / 2020)	175 000 €
65741	520	Subvention complémentaire pour l'association « Les 3 A »	23 000 €
65741	520	Subvention de fonctionnement pour l'association « Maison Economie Sociale Solidaire »	7 500 €
65741	520	Subvention de fonctionnement pour l'association « AFM Téléthon » (Opération Téléthon 2019)	1 500 €
65741	524	Subvention exceptionnelle pour l'association « Denekin » pour l'organisation d'un Noël solidaire 2019	1 000 €
65742	33	Subvention exceptionnelle pour l'association « Starfish » pour l'organisation de la manifestation culturelle Constellations	1 500 €
65742	33	Subvention pour l'association « Notre dame du rocher » pour l'organisation du festival Biarritz en chamades	5 000 €
65742	40	Subvention exceptionnelle pour le 90ème anniversaire de l'association « les Ours Blancs »	1 000 €
65742	40	Subvention exceptionnelle pour l'association « B.A.S.C. » pour la participation au championnat du monde de longboard (WSL) à Taiwan en décembre 2019	3 000 €
65742	40	Subvention exceptionnelle pour l'association « Jeanne d'Arc de Biarritz » pour la participation de l'équipe senior au 6ème tour de la coupe de France de football	2 500 €

BUDGET ANNEXE SPIC TVA

Article	Opération	Libellé	Montant
6743	0005	Subvention pour contraintes tarifaires pour l'association « Version Originale » (1er semestre 2019)	14 152 €

ADOPTÉ

M. BOISSIER s'abstient

31 - Golf du Phare : Approbation des nouveaux tarifs 2020

Sur rapport de Mme BLANCO :

Par correspondance en date du 20/11/2019, monsieur le Président de la **Société des Golfs de Biarritz** nous a fait part d'une proposition pour la majoration des tarifs d'abonnement au golf de Biarritz pour l'année 2020.

A titre indicatif, les tarifs d'abonnement en vigueur et ceux projetés par la Société délégataire des installations du Golf du Phare sont rappelés dans le tableau ci-dessous :

Abonnements	Tarifs 2019 en vigueur			Tarifs 2020 proposés			% majoration	
	Golf de Biarritz	Association sportive	Total	Golf de Biarritz	Association sportive	Total	mensuelle	annuelle
1 an individuel	1 809	97	1 906	1 830	97	1 927	1,75	21,00
1 an par couple	2 892	185	3 077	2 928	185	3 113	3,00	36,00
1 an individuel (-25 ans)	905	97	1 002	915	97	1 012	0,83	10,00
10 mois individuel	1 209	97	1 306	1 270	97	1 367	6,10	61,00
10 mois par couple	1 934	185	2 119	2 032	185	2 217	9,80	98,00

Comme le Conseil Municipal pourra le noter, l'augmentation porte essentiellement sur les abonnements pour une période de 10 mois en vue d'inciter principalement les membres à adhérer pour une période annuelle de 12 mois et permettre ainsi une occupation plus harmonieuse du parcours, en particulier, pendant la saison estivale.

Dans ces conditions et après examen par la commission des finances réunie le 17/12/2019, il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir approuver les tarifs d'abonnement au Golf de Biarritz pour 2020 tels que présentés par la **Société des Golfs de Biarritz**.

ADOPTE

M. TARDITS vote contre

32 - Programme « Velodyssée » : Signature d'une convention avec le SIAZIM

Sur rapport de M. BONNAMY :

Par délibération en date du 30/03/2017, le conseil municipal de Biarritz avait décidé la création d'un groupement de commandes avec la commune de Bidart pour la réalisation d'un trottoir sur la R.D. 911 et l'avenue de la Milady.

Cet aménagement d'un coût estimatif total de 535 000€ H.T. devait permettre de finaliser la création de la piste cyclable dénommée «Vélodyssée» le long des deux voies susvisées.

En raison de la réalisation de ces travaux dans le périmètre du SIAZIM, son Conseil d'Administration réuni le 19/10/2017 avait décidé d'attribuer une participation financière aux deux communes de Biarritz et de Bidart pour la quote-part des travaux à réaliser sur leur territoire communal respectif soit **50 495.05€** et **193 547.34€**.

Après l'achèvement complet de ces travaux en 2018, le montant définitif des dépenses supportées par la ville de Biarritz s'élève à la somme de **19 531,32 € H.T.** honoraires et travaux compris.

Dans ces conditions, après avis favorable de la commission des finances réunie le 17/12/2019, il a été demandé, au Conseil Municipal, d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention financière avec le président du SIAZIM pour le financement des travaux de réalisation de trottoir sur l'avenue de la Milady et de la R.D. 911 et de solliciter le recouvrement de la participation financière du Syndicat.

ADOpte

33 - Application des articles L 2122-22 et L 2122-23 du CGCT

Sur rapport de Mme BLANCO :

Il sera rendu compte de :

➤ Signature de marchés publics :

- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les

travaux de réfection de couverture sur le bâtiment de Pioche, avec la Sté Jean-Pierre IRIART, pour un montant de 20 242,44 € T.T.C.

- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant une mission de maîtrise d'œuvre pour la création d'un local poubelles à l'Espace Bellevue, avec l'Atelier d'Architecture CLARET-LEBECQ, pour un montant de 6 600,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant la pose et la dépose de décors d'illuminations pour les fêtes de fin d'année, avec la Société SUD SERVICES SONO SUD OUEST, pour un montant annuel de 57 256,80 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant le remplacement de l'élévateur pour PMR à la Piscine Municipale, avec la Sté 3MC, pour un montant de 29 414,68 € T.T.C.
- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les prestations de modernisation du SIGB et du portail Web de la Médiathèque, avec :
 - Lot n° 1 (Fourniture, mise en œuvre et maintenance du SIGB) : Sté GMINVENT, pour un montant de 30 780,00 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Fourniture, mise en œuvre et maintenance du portail Web OPAC en interopérabilité avec le SIGB) : Sté GMINVENT, pour un montant de 13 260,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les prestations de nettoyage des vêtements professionnels, neufs ou déjà portés, des agents de la Ville de Biarritz, avec la Sté ELIS SERVICES, pour un montant annuel de 15 444,62 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant l'acquisition d'un véhicule neuf type tracteur pour le Service Nettoyement des Plages, avec la Sté ITHURSARRY, pour un montant de 72 000,00 € T.T.C.
- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium du Musée de la Mer, avec :
 - Lot n° 1 (Préparation du chantier - Démolitions - Terrassement - VRD - Maçonnerie - Gros œuvre) : Sté OYHAMBURU, pour un montant de 321 338,47 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Charpente - Couverture - Zinguerie) : Sté ITOIZ, pour un montant de 70 440,00 € T.T.C.
 - Lot n° 3 (Etanchéité) : Sté S.A.E., pour un montant de 41 817,06 € T.T.C.
 - Lot n° 4 (Menuiseries aluminium - Métallerie) : Sté MAITRICUBE, pour un montant de 55 266,00 € T.T.C.

- Lot n° 5 (Plâtrerie) : Sté CANGRAND, pour un montant de 50 249,88 € T.T.C.
- Lot n° 6 (Plâtrerie) : Sté GARAT, pour un montant de 111 286,66 € T.T.C.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

La séance est levée à 22 h 55.